



Un partenariat public-privé entre
La République Togolaise et ARISE IP

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ
DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE



+228 22 53 01 701 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com

FISCALITÉ

L'OTR fait passer la TPU au numérique **P.2**



La Taxe professionnelle unique (TPU) peut désormais être gérée en ligne. L'Office togolais des recettes (OTR) a mis en service une plateforme qui permet aux contribuables concernés d'effectuer leurs principales formalités fiscales...

La Nouvelle République

Tri-hebdomadaire d'informations, d'analyses et de publicité
Au service du développement

3e SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL NATIONAL DU CREDIT (CNC)



6,3 % de croissance attendue en 2026, le ministre Barcola encourage les banques à accroître les crédits à l'agriculture et aux PME **P.4**

CONCOURS DES ENSEIGNANTS SESSION 2026



La liste définitive des admis par ordre de mérite disponible **P.4**



HORIZON 2030

Le Togo accélère sa marche vers l'accès universel à l'eau potable

- 9,84 milliards FCFA pour renforcer la desserte du Grand Lomé
- 1 000 postes d'eau autonomes prévus dans les zones les plus reculées
- 2,5 milliards FCFA pour 32 infrastructures dans les Plateaux et la Centrale

Page 3



Faure Gnassingbé : « Face aux défis globaux, l'Afrique doit parler d'une voix plus unie (...) au-delà de ces différences, il existe des intérêts africains fondamentaux qui nous rassemblent »

UNIVERSITÉ DE DATCHA

Une nouvelle concrétisation de la vision de Faure Gnassingbé pour l'enseignement supérieur

L'Université de Datcha s'apprête à accueillir ses premiers étudiants. Pour l'année académique 2026-2027, la troisième université publique du Togo ouvre progressivement ses portes, avec une offre de formation conçue autour des sciences, des technologies, de l'agriculture, de l'environnement et des besoins du développement national.

Cette ouverture constitue une concrétisation importante des orientations portées par le président du Conseil, Faure Gnassingbé, en faveur d'un enseignement supérieur davantage tourné vers les compétences professionnelles, l'innovation et les secteurs stratégiques de

l'économie.

Des formations adaptées aux besoins du pays

Pour sa première cohorte, plusieurs licences sont annoncées, notamment en agroécologie, mécanisation agricole, agroéquipements, sciences et technologies nucléaires,



intelligence territoriale, géodata ou encore management stratégique. Cette diversité traduit la volonté

d'articuler formation universitaire et réalités socio-économiques du pays. La rentrée académique est

fixée au 26 octobre 2026, avant le démarrage effectif des enseignements le 16 novembre. Les candidatures sont ouvertes du 21 septembre au 9 octobre. Avec Datcha, le Togo élargit ainsi son réseau universitaire public et renforce son dispositif de formation dans des domaines considérés comme essentiels à son développement.

Albert ATOUNOU

AFFAIRES COUTUMIÈRES

Le gouvernement veut prévenir les conflits liés à la chefferie

Le ministère de l'Administration territoriale veut renforcer la gestion des affaires coutumières. Une tournée nationale de formation des acteurs de la chefferie traditionnelle a débuté le 16 septembre 2026 à Dapaong.

Autorités administratives, élus locaux et chefs traditionnels prennent part aux échanges consacrés

aux règles qui encadrent la chefferie et aux responsabilités de chaque intervenant. L'objectif est notamment de limiter les

incompréhensions et de prévenir les tensions pouvant affecter les communautés.

Après Dapaong, la tournée se poursuivra à Mango, Kara, Bassar, Sokodé, Atakpamé, Kpalimé et Tsévié, avant de s'achever à Adétikopé le 26 septembre.



Gabriel BLIVI

FISCALITÉ

L'OTR fait passer la TPU au numérique

La Taxe professionnelle unique (TPU) peut désormais être gérée en ligne. L'Office togolais des recettes (OTR) a mis en service une plateforme qui permet aux contribuables concernés d'effectuer leurs principales formalités fiscales sans déplacement dans un centre des impôts.

La solution couvre notamment la déclaration, le calcul de la taxe et son règlement. Elle est accessible depuis un smartphone, une tablette ou un ordinateur, offrant ainsi la possibilité d'accomplir ces opérations à distance.

La proximité par le numérique

Les petites entreprises, artisans, commerçants et mi-

cro-entreprises soumis au régime de la TPU figurent parmi les principaux utilisateurs visés. La dématérialisation doit également réduire les manipulations liées aux formulaires physiques et faciliter le suivi des dossiers.

L'OTR a par ailleurs pris en compte les contraintes d'accès à Internet. La plateforme est annoncée comme compatible avec des téléphones simples et des connexions de faible



débit. Un accompagnement des contribuables est prévu afin de faciliter l'appropriation de l'outil. Pour le ministre des Finances et du Budget, Georges Essowé Barcola, cette évolution doit notamment permettre

aux usagers de consacrer moins de temps à l'accomplissement de leurs obligations fiscales. Le dispositif constitue l'un des volets de la transformation numérique engagée dans l'administration fiscale. D'autres mesures

de simplification doivent suivre, tandis que l'OTR entend poursuivre l'accompagnement des entreprises dans l'adoption de ces nouveaux services.

Gabriel BLIVI

HORIZON 2030

Le Togo accélère sa marche vers l'accès universel à l'eau potable

- 9,84 milliards FCFA pour renforcer la desserte du Grand Lomé
- 1 000 postes d'eau autonomes prévus dans les zones les plus reculées
- 2,5 milliards FCFA pour 32 infrastructures dans les Plateaux et la Centrale

À l'horizon 2030, le Togo s'est fixé une ambition qui touche directement la vie quotidienne des populations : parvenir à un accès universel à l'eau potable. Pour y parvenir, le pays déploie une série de programmes sur plusieurs territoires, avec des réponses différentes selon la densité de population, les besoins et les caractéristiques des localités.

Le chantier repose sur plusieurs leviers. Dans les grandes agglomérations, il s'agit principalement d'augmenter les capacités de production et d'étendre les réseaux. Dans les zones rurales et semi-rurales, les autorités misent davantage sur les postes d'eau autonomes, les mini-adductions et les installations alimentées à l'énergie solaire. Une combinaison qui permet d'aborder la question de l'accès à la ressource à l'échelle nationale. L'échéance de 2030 correspond à l'Objectif de développement durable numéro 6, consacré à l'accès à l'eau et à l'assainissement. Pour le Togo, l'enjeu consiste désormais à poursuivre les investissements tout en rapprochant les infrastructures des communautés qui en ont besoin.

9,84 milliards FCFA pour

renforcer le Grand Lomé

Le Grand Lomé concentre une partie importante des besoins en raison de l'augmentation de la population et de l'extension continue des zones urbaines. La deuxième phase du projet d'adduction d'eau potable Lomé 2 prévoit ainsi un investissement de 9,84 milliards de francs CFA.

Le programme doit permettre d'augmenter l'offre de 15 000 m³ par jour. Cette production supplémentaire doit renforcer la capacité du dispositif existant et répondre à l'évolution de la demande.

Le projet prévoit également la construction de cinq châteaux d'eau à Zossimé, Alinka, Logoté/Sagbado, Attiégo et Dangbessito. Ces ouvrages doivent jouer un rôle dans le stockage et la distribution de la ressource, tandis que les réseaux seront étendus dans les secteurs concernés.

À terme, plus de 200 000 habitants supplémentaires sont annoncés comme bénéficiaires d'une meilleure desserte.

L'objectif est donc double : produire davantage et faire parvenir cette production à un plus grand nombre de ménages. Dans une agglomération en pleine expansion, l'extension des réseaux devient ainsi aussi importante que l'augmentation des capacités.

Le rural au cœur du dispositif

L'accès universel ne se joue toutefois pas uniquement dans les grandes villes. Une partie déterminante du chantier concerne les localités rurales et semi-rurales,



où les conditions de desserte ne sont pas les mêmes.

Le programme des postes d'eau autonomes (PEA) répond à cette réalité. Lancé en 2021, il prévoit la réalisation de 1 000 PEA dans les zones les plus reculées du pays.

Les premiers résultats donnent déjà une idée de l'ampleur du dispositif. Entre 2021 et 2022, 221 PEA avaient été réalisés, avec plus de 120 000 bénéficiaires.

Ces infrastructures permettent d'apporter une réponse locale aux besoins des populations. Elles évitent notamment de faire dépendre systématiquement les localités éloignées de grands réseaux qui peuvent être plus complexes et plus coûteux à étendre.

Dans les régions des Plateaux et de la Centrale, cette logique se poursuit avec un programme comprenant 17 mini-adductions d'eau potable et 15 postes d'eau autonomes alimentés par des systèmes solaires.

Au total, 32 infrastructures dans 32 localités sont concernées. Le financement annoncé atteint 2,5 milliards de francs CFA.

Le solaire comme solution de proximité

Le recours à l'énergie solaire apporte une dimension supplémentaire à cette stratégie. Dans certaines localités, l'installation de systèmes autonomes peut faciliter le fonc-

tionnement des équipements hydrauliques tout en répondant aux contraintes propres aux territoires concernés.

Cette approche illustre surtout la volonté de ne pas appliquer une solution unique à l'ensemble du pays. Les besoins d'un quartier fortement urbanisé ne sont pas ceux d'un village éloigné d'un grand centre. Le développement de l'accès universel suppose donc de combiner plusieurs types d'infrastructures : grands réseaux, châteaux d'eau, mini-adductions, PEA et installations solaires.

Un chantier important dans les Savanes

Dans la région des Savanes, les investissements prennent également une dimension importante. Un programme soutenu par l'Agence française de développement (AFD) cible notamment Dapaong, Cinkassé, Tandjouaré, Korbongou, Gando et Mandouri, ainsi que plusieurs zones semi-urbaines.

L'un des principaux ouvrages prévus est un centre de traitement des eaux d'une capacité de 11 300 m³ par jour. Des travaux doivent également permettre d'étendre et de moderniser les réseaux existants.

Le programme prévoit par ailleurs 205 000 branchements particuliers. Environ 125 000 personnes doivent aussi bénéficier de l'accès au service à travers des bornes-fontaines.

Pour les territoires concernés,

le défi consiste à passer d'une disponibilité de la ressource à une véritable desserte des ménages. Cela suppose des capacités suffisantes, mais également des réseaux capables d'acheminer l'eau jusqu'aux différents points de consommation.

Des investissements qui maillent progressivement le pays

Pris séparément, chacun de ces programmes répond à un besoin local. Mis ensemble, ils donnent cependant une vision plus large du chantier engagé pour l'accès universel.

Le Grand Lomé bénéficie d'un renforcement de sa production et de ses réseaux. Les Plateaux et la Centrale voient se développer des mini-adductions et des PEA solaires. Dans les Savanes, les capacités de traitement, les réseaux et les branchements sont au cœur des investissements.

Cette répartition montre aussi que l'objectif de 2030 ne repose pas sur une seule infrastructure ni sur une seule technologie. Le Togo combine les solutions en fonction des réalités des territoires.

Derrière les milliards de francs CFA mobilisés et les chiffres de production, de branchements ou d'ouvrages, l'enjeu demeure celui de l'accès quotidien des populations à un service essentiel. Pour les ménages, l'amélioration de la desserte signifie moins de distance à parcourir, davantage de proximité et une disponibilité mieux adaptée aux besoins.

À l'approche de 2030, le chantier reste donc considérable. Mais les différents programmes engagés dessinent déjà une trajectoire : étendre progressivement la desserte, réduire les écarts entre territoires et rapprocher les populations d'un accès durable à l'eau potable.

Gabriel BLIVI

La Nouvelle République

Trichédémocratie d'informations, d'analyses et de publicité

Récépissé N° 0662/17/10/25

Journal La Nouvelle République

Édité, par BKG Communication

SARL U

Tél : 00228 92 49 93 83

71908670/90144815

Email : gabrielblivi@gmail.com

Siège: Agoè Cacaveli

Directeur Général

BLIVI Kpakpo

Directeur de Publication

AFANOU Yawovi Midodji

Redacteur en chef

Eli Goka-Adokanou

Rédaction

Gabriel BLIVI

Prudence AFANOU

Charles AYI

Robert A.

Infographie : Lord Germann

Imprimerie : Direct Print

3E SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL NATIONAL DU CREDIT (CNC)

6,3 % de croissance attendue en 2026, le ministre Barcola encourage les banques à accroître les crédits à l'agriculture et aux PME

L'économie togolaise devrait enregistrer une croissance de 6,3 % en 2026, contre 6,1 % en 2025, selon les éléments présentés lors de la troisième session ordinaire du Conseil national du crédit (CNC), tenue le 17 septembre 2026. La rencontre a porté sur la situation économique, monétaire et bancaire du pays à fin juin.

Cette progression est notamment portée par les transports, le commerce, les activités portuaires et la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA). L'inflation demeure par ailleurs contenue, à 0,5 % à fin juin 2026.

Sur le front des finances publiques, le ministre de l'Économie et des Finances, Essowé Georges Barcola, a mis en avant une évolution de la dette et du déficit, sans toutefois que le communiqué détaille les



niveaux correspondants dans les éléments fournis.

Les crédits agricoles progressent de 93,3 %

Le ministre a surtout appelé le secteur financier à renforcer son soutien aux activités productives. Les crédits accordés à l'agriculture ont progressé de 93,3 % pour atteindre 15,4 milliards FCFA. Barcola estime

toutefois que les banques peuvent aller plus loin, notamment en s'appuyant sur des mécanismes de garantie tels que le ProMIFA, afin de faciliter l'accès au financement.

Les TPME figurent également parmi les priorités évoquées au cours de la session. Le gouvernement souhaite une mobilisation plus importante du secteur

financier en faveur de ces entreprises.

La microfinance constitue le second point de vigilance. Le ministre a appelé à l'application stricte des plans de redressement afin de préserver l'épargne des populations.

Les travaux du CNC se sont poursuivis avec l'examen des décisions prises par le

Comité de politique monétaire de la BCEAO le 9 septembre 2026 à Dakar. Le Conseil, qui réunit notamment l'État, les banques, la microfinance, la BCEAO et les organisations professionnelles, se réunit quatre fois par an.

Gabriel BLIVI

CONCOURS DES ENSEIGNANTS SESSION 2026

La liste définitive des admis par ordre de mérite disponible

La liste définitive des candidats admis au concours national de recrutement de fonctionnaires enseignants, session du 18 avril 2026, est désormais disponible. Le ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social précise que les candidats sont classés par ordre de mérite.

Le recrutement concerne les enseignants destinés aux niveaux préscolaire, primaire, secondaire général et secondaire technique. Les



candidats ayant pris part au concours peuvent donc désormais vérifier leur résultat et leur classement.

La liste est consultable en ligne sur le site officiel du ministère de la Fonction publique. Elle est égale-

ment mise à disposition dans plusieurs villes du pays pour les personnes souhaitant la consulter sur place. À Lomé, les résultats sont disponibles au ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social. Dans les autres localités retenues, les candidats peuvent se rendre dans les

directions régionales de l'Éducation nationale ou dans les directions régionales du Travail et des Lois sociales. Les villes concernées sont Tsévié, Atakpamé, Kpalimé, Sokodé, Kara et Dapaong. Cette publication intervient quelques mois après le déroulement du concours, organisé le 18 avril 2026. Les candidats disposent désormais de la liste officielle pour prendre connaissance de leur admission et de leur position dans le classement.

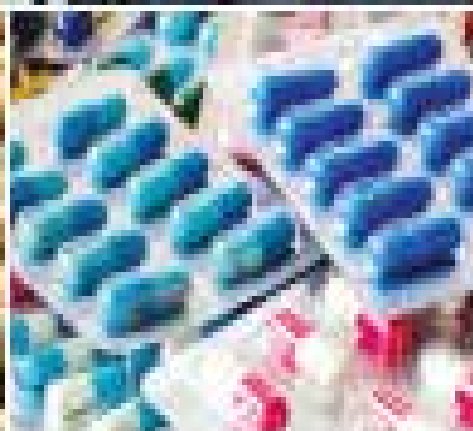
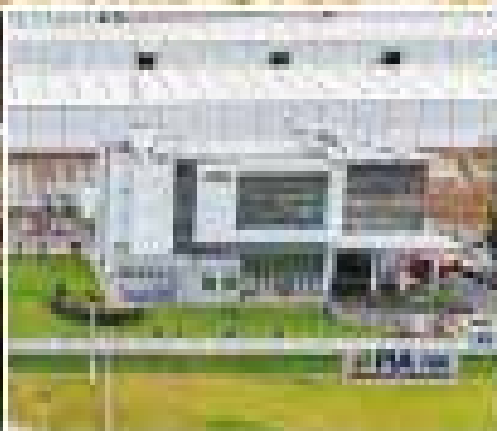
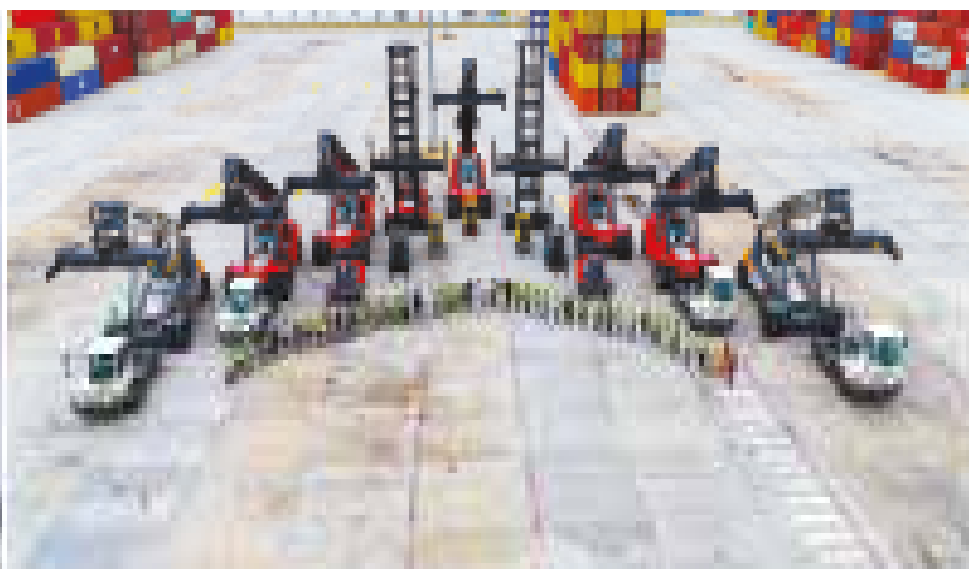
Albert ATOUNOU



Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IIP



UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE



China Africa Building Material TOLEFANUVE BAI TERUAI SUEI
中非建材多爾股份有限公司

+228 22 53 01 70 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com

INTRANTS AGRICOLES

Les 631 000 tonnes qui portent en silence la production nationale

On parle souvent de tracteurs, de terres aménagées, de barrages et de périmètres irrigués. Ce que l'on voit moins, ce sont ceux qui travaillent en silence, dans le sillon. Les engrais, les semences, les plants. Les carburants discrets de la productivité.

Entre 2020 et 2025, période d'exécution de la Feuille de route gouvernementale, l'État a mis les moyens sur ce maillon invisible mais décisif. Bilan : 631 000 tonnes d'engrais subventionnés* distribuées, plus de 18 000 tonnes de semences certifiées mobilisées et plusieurs millions de plants et boutures* fournis aux producteurs. L'objectif n'a pas changé : donner à la population agricole les moyens de produire plus, mieux, et de sécuriser l'approvisionnement alimentaire du pays.

La terre ne suffit pas : l'intrant comme premier levier

Une terre fertile est une condition, pas une garantie. Le rendement se joue après, dans



ce que l'on apporte au sol et dans la qualité de ce que l'on met en terre. C'est tout le sens de la stratégie intrants. Trois leviers complémentaires :

- L'engrais, qui nourrit la plante et maintient la fertilité des sols. Utilisé de façon raisonnée, adapté aux besoins des sols et des cultures, il améliore directement la croissance et les rendements.

- La semence certifiée, qui est le premier pari sur la récolte. Elle réduit le risque lié aux semences de qualité incertaine et ouvre l'accès à des variétés

plus adaptées aux conditions locales et aux objectifs de production. Les plants et les boutures, indispensables pour installer de nouvelles parcelles, renouveler les vergers et développer les filières pérennes comme le café, le cacao, l'anacarde ou le palmier.

La subvention : le mot qui change tout

Le chiffre le plus important n'est peut-être pas 631 000 tonnes, mais le mot qui l'accompagne : subvention.

Sur le marché international,

le prix des engrais a flambé ces dernières années. Pour un petit exploitant, le coût de l'intrant représente une charge qui peut le contraindre à sous-doser, voire à renoncer. En prenant en charge une partie du prix, l'État lève une barrière financière concrète. Résultat : l'exploitant peut utiliser la quantité nécessaire, au bon moment, et espérer une récolte à la hauteur de son effort.

Même logique pour les semences. En sécurisant l'accès à du matériel végétal certifié, le pays réduit les pertes à la levée, améliore l'homogénéité des parcelles et augmente

le potentiel de rendement dès le départ.

Au-delà du champ, toute une chaîne qui travaille

Au Togo, l'agriculture reste le premier employeur. Soutenir les intrants, ce n'est donc pas seulement aider un producteur. C'est faire tourner toute une économie.

Quand la production augmente, elle fait travailler les fournisseurs d'intrants, les prestataires de labour, les transporteurs, les collecteurs, les commerçants, les transformateurs et les distributeurs. C'est un investissement dont les bénéficiaires se trouvent à plusieurs niveaux.

Au terme du quinquennat 2020-2025, la politique d'appui aux intrants apparaît ainsi pour ce qu'elle est : moins spectaculaire qu'un tracteur, moins visible qu'un barrage, mais tout aussi structurante. Une politique de fond, qui agit là où tout commence : sous la terre, dans la graine, et dans les mains de celui qui cultive.

Prudence AFANOU

CAMPAGNE DE DON DE SANG

L'Hôpital DOGTA-LAFIÈ appelle la population à un sursaut de solidarité

Il suffit de 15 minutes pour sauver 3 vies. C'est le pouvoir que vous avez entre vos veines.

Fort du succès de l'édition précédente, l'Hôpital DOGTA-LAFIÈ (HDL), l'hôpital de niveau 4 de SOGEHP, revient avec sa grande CAMPAGNE DE DON DE SANG.

Ce 17 et 18 Septembre 2026, dès 07h30, les portes de l'HDL vous sont grandes ouvertes.

Ce n'est pas une simple collecte. C'est une chaîne de vie. En partenariat avec le CNTS, l'Hôpital DOGTA-LAFIÈ veut constituer un stock vital pour faire face aux urgences qui ne préviennent pas : accidents de la route,

accouchements difficiles, enfants anémiés, patients en bloc opératoire.

L'an dernier, vous avez été des héros silencieux. MERCI À NOS DONNEURS ! Cette année, nous avons besoin de vous, encore plus nombreux.

L'Hôpital DOGTA-LAFIÈ lance un appel patriotique :

À la jeunesse togolaise, aux travailleurs, aux femmes, aux hommes, aux associations et aux entreprises du Grand Lomé : VENEZ MASSIVEMENT DONNER VOTRE SANG.



MERCI À NOS DONNEURS !

L'année dernière, vous avez été nombreux à faire un geste qui compte : donner votre **sang** pour sauver des vies.

Le don est sécurisé, rapide, et encadré par les meilleurs professionnels de santé de l'HDL.

Ne restez pas spectateur. Devenez acteur d'espoir.

Un don = Une vie sauvée. Et si c'était la vôtre que l'on sauvait demain ?

On vous attend.
Hôpital DOGTA-LAFIÈ – 17

& 18 Septembre – 07h30

DONNEZ VOTRE SANG. SAUVEZ DES VIES.

#DogtaLafie #JeDonne-MonSang #HDL #CNTS

CONGO-BRAZZAVILLE

L'exploitation pétrolière accusée de polluer le Kouilou

Au Congo-Brazzaville, des organisations de la société civile alertent sur les conséquences de l'exploitation pétrolière sur l'environnement et les cultures dans le département du Kouilou.

Depuis plusieurs années, des agriculteurs signalent une baisse des rendements dans les champs de manioc. Plus récemment, des arbres fruitiers, notamment les manguiers, bananiers et safoutiers, ont également été touchés, avec des fruits qui sèchent sur les arbres ou tombent avant leur maturité. La Commission Justice et Paix du diocèse de Pointe-Noire a mené une enquête avec plu-

sieurs partenaires et instituts de recherche. Des prélèvements ont été effectués dans onze villages situés à proximité des zones pétrolières de Bondi et Tchiamba-Nzassi. Selon le rapport présenté jeudi, les sols, l'eau et l'air sont contaminés par des hydrocarbures à des niveaux supérieurs aux seuils fixés par l'Organisation mondiale de la santé.

Les riverains mettent notamment en cause le torchage du gaz, qui consiste à brûler à l'air libre le gaz issu de l'exploitation pétrolière. Cette pratique est en principe interdite au Congo depuis 2007, mais reste autorisée sous certaines conditions. La Commission Justice et Paix demande désormais une application stricte de l'interdic-

tion, ainsi que la création d'un fonds d'indemnisation pour les populations affectées. Elle réclame également des études sur les conséquences sanitaires de la pollution et un dialogue entre les autorités, les compagnies pétrolières et la société civile.

Africanews

RDC

Les équipes médicales face à une épidémie d'Ebola meurtrière

En République démocratique du Congo, les équipes médicales sont confrontées à des conditions éprouvantes alors que l'épidémie d'Ebola continue de faire des victimes.

Dans les zones touchées, les fossoyeurs creusent profondément la terre pour inhumer les personnes décédées du virus. Les corps restent contagieux après la mort, ce qui rend les opérations d'inhumation particulièrement délicates. Dans l'est du pays, les violences compliquent davantage le travail des humanitaires. L'accès aux zones reculées reste difficile, alors que les patients ont besoin de soins. Mercredi, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré que des signes de progrès apparaissaient dans la province de l'Ituri. L'épidémie est liée au virus de Bundibugyo, une espèce rare du virus Ebola. Mais le patron de l'OMS a également souligné que cette



situation s'inscrivait dans un contexte plus large, marqué par plusieurs flambées épidémiques dans différentes régions. La semaine dernière, les

autorités congolaises ont annoncé que l'épidémie, présentée comme la plus rapide progression jamais enregistrée pour cette maladie, s'était étendue à

sept provinces du pays. Et pour l'heure, aucun signe de ralentissement n'a été observé.

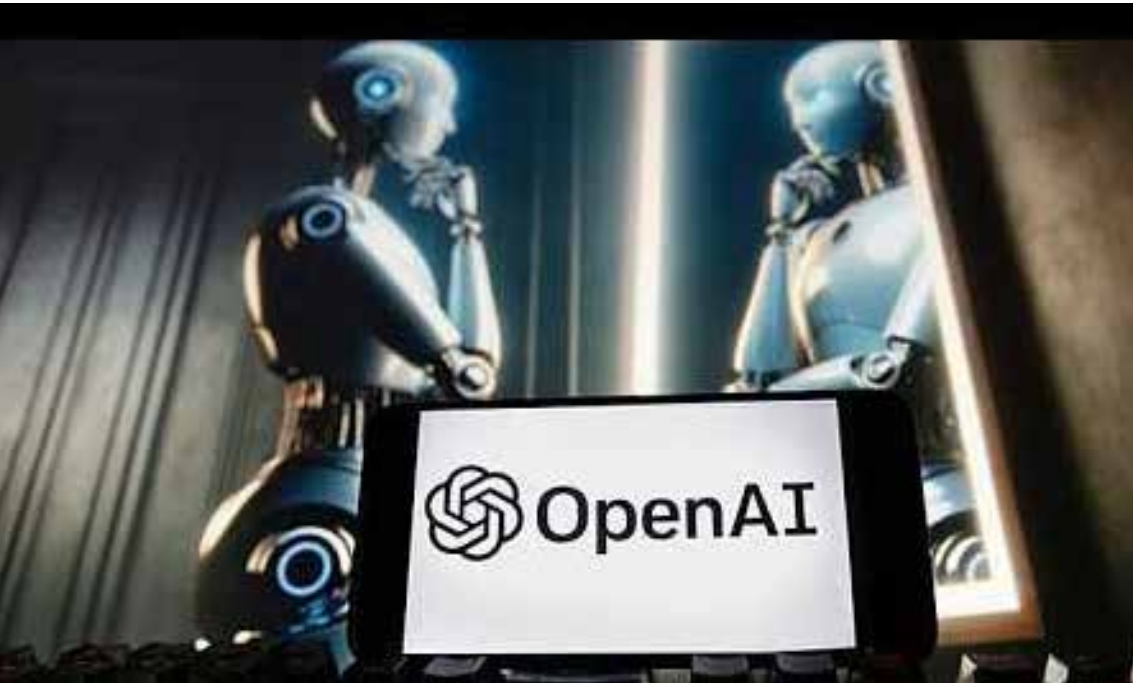
Africanews

KENYA

L'intelligence artificielle entre espoirs et inquiétudes

À Nairobi, le développement rapide de l'intelligence artificielle suscite à la fois enthousiasme et préoccupations. Étudiants et spécialistes s'interrogent notamment sur ses conséquences pour l'emploi, mais aussi sur les risques liés à son utilisation.

Pour Wander Michael, étudiant en informatique, l'IA représente une aide précieuse, mais son évolution rapide pourrait menacer certains métiers du secteur technologique. Une inquiétude qui accompagne les nouvelles possibilités offertes par ces outils. Les universitaires insistent de leur côté sur la nécessité d'une utilisation responsable. Elisha Odira Abade, professeur à l'Université de Nairobi, estime que l'intelligence artificielle pourrait avoir des conséquences négatives importantes si elle n'est pas suffisamment encadrée. Les risques sont déjà visibles dans le domaine numérique. Raymond Musumba, dirigeant de CADMUS Cyber Solutions, pointe notamment l'utilisation des « deepfakes » dans des tentatives d'escroquerie et appelle à mieux sensibiliser le public



à ces nouvelles formes de fraude. Alors que le débat sur l'encadrement de l'intel-

ligence artificielle prend de l'ampleur à travers le monde, le Kenya fait face au même défi : profiter des

opportunités offertes par l'IA tout en limitant ses dérives et ses conséquences sur la société.

McCANN

Prix de vente détail conseillé • Pratiquez une activité physique régulière. Format disponible 30 cl

IMPERIAL TONIC

*Nouveau
Tonic*

350*
FCFA

BOUTEILLE

30 CL



BB LOMÉ S.A.

L'instant Impérial